

SENS ET COHERENCES HUMAINES

[Panneau d'information](#) - [Accueil du site](#) - [Télécharger le texte au format PDF](#) - [Adobe® Acrobat® Reader™](#)

Textes images HTML ©Roger NIFLE 1996 2001 tous droits réservés.

POLITIQUES LOCALES DE SECURITE

CONDITIONS ET DEVELOPPEMENT DE LA SECURITE URBAINE

EVALUATIONS STRATEGIQUES

Roger NIFLE Mars 1991 - Avril 1993

1 - PROBLEMATIQUE

Le décompte des causes ou facteurs d'insécurité n'est pas forcément corrélé avec le sentiment de sécurité. Il y a un renversement épistémologique et par suite pragmatique à envisager la sécurité dans sa positivité plutôt que dans sa négativité.

Déjà lorsque le mouvement de la "qualité" s'est étendu on s'est empressé de faire du "défaut" le critère d'évaluation de la "non qualité" or le décompte du défaut (éthymologiquement : absence de...) n'est pas valeur mais absence de valeur.

Il en va de même pour la sécurité. On peut même pousser l'analogie en l'envisageant non seulement comme une "valeur" humaine mais peut être comme relevant de qualifications diverses. La sécurité pour l'un n'est pas la sécurité pour l'autre.

Il y a donc fondamentalement deux problèmes : l'un épistémologique, l'autre praxéologique à propos de la sécurité en général, urbaine en particulier. Le premier est celui de la sécurité et de sa valeur, l'autre est celui de son évaluation. Les deux conditionnent le diagnostic des conditions locales urbaines et bien évidemment les stratégies de son amélioration.

Sur le plan épistémologique la Théorie des Cohérences Humaines permet d'élucider les Sens de la notion de sécurité tant dans l'esprit que dans le vécu.

Sans anticiper sur une telle recherche, on peut noter quelques pistes :

- Le sentiment de sécurité est, sur le plan individuel, lié à l'assurance de la permanence du moi. Sur le plan de la cité, on pourrait parler analogiquement du moi collectif en comprenant néanmoins que l'environnement urbain (dans tous ses espaces, physique, relationnel, imaginaire) est l'un des supports majeurs d'identification individuelle.

Il y a ainsi deux dimensions en question :
L'espace de représentation et le temps.

Les changements, ruptures, incertitudes du premier mettent en question la sécurité autant que la maîtrise du temps n'est pas assurée. En son absence on recherchera la sécurité dans la stabilité de l'environnement avec son lot d'immobilisme, de conservatisme mais aussi de négation de l'inconnu, de l'incertain, de l'étranger, que l'on demandera aux institutions publiques de barrer.

Elles sont alors vouées au gardiennage et à la conservation de la normalité (police, éducation, services urbains, justice, etc.).

L'insécurité est dès lors le critère dont l'absence définit la sécurité et les chasseurs d'insécurité doivent éliminer le risque de la rencontre avec l'Inconnu (sous toutes ses formes). Il est clair que la modernité cultive paradoxalement le changement et donc l'insécurité et, par ailleurs, les techniques de surveillance et de contrôle pour la chasser si bien que le marché de l'insécurité est l'un des plus porteurs, y compris pour le commerce politique, médiatique ou institutionnel.

A l'inverse "la maîtrise du temps" assurant la pérennité malgré ou même grâce au changement fait de la sécurité le corollaire de "l'assurance", signe d'une maturité avancée ou le plus souvent de la capacité de s'inscrire dans le temps :

- Celui du passé en référence aux origines, aux racines, à l'histoire.
- Celui de l'actualité en référence aux repères : ceux qui disent le Sens (autorités morales, politiques, etc.).
- Celui du futur en référence aux projets, buts, ambitions de progrès auxquels on participe.

La stabilité du moi qui donne le sentiment de sécurité est alors liée à la continuité dans le temps de son évolution en regard de celle de l'environnement commun.

Il faut alors relativiser la notion de sécurité et ce, doublement.

Tout d'abord elle est liée à la "maîtrise" du devenir qui est toujours relative. Il n'y a pas de gain de maîtrise s'il y a refus de la prise de risque et donc de l'insécurité. Eviter l'insécurité n'est pas toujours un bienfait. C'est là un principe élémentaire de pédagogie et de "macro-pédagogie" sociale (concept développé par le Groupe Cohérences). Par contre, la mesure doit être gardée dans toute épreuve ce qui doit rendre prudent dans toute stratégie de changement ou de confrontation au changement. Le développement du sentiment de maîtrise de son devenir est un critère qui dépend du degré d'évolution des personnes et de la communauté. Il faut veiller à cela, la sécurité de l'enfant n'est pas celle de l'adulte, celle d'une population en difficulté n'est pas celle d'une population entreprenante.

Par ailleurs la sécurité est relative à la "culture" qui d'une certaine manière "signifie" les origines communes et donne un sens particulier à l'avenir.

De ce fait, la sécurité n'est pas de la même nature dans une culture et dans une autre, elle ne répond pas aux mêmes critères selon les communautés, qu'elles soient professionnelles, nationales, institutionnelles ou celles de la ville et de ses quartiers.

Ainsi le concept (et le vécu sous jacent) de sécurité n'est pas univoque.

Sa valeur dépend de la "vocation culturelle" (*) que peut cultiver chaque communauté et qui constitue l'échelle de valeur spécifique sur laquelle se mesure le degré de sécurité dans la qualité requise.

Sur le plan praxéologique, le problème est à envisager notamment à trois niveaux :

- **Celui du politique** où le rôle d'autorité doit faire repère de la "vocation culturelle" singulière, originale, de la communauté urbaine ou du quartier et qui doit donc être élucidée pour poser l'échelle de valeur et le sens historique propre du devenir collectif. Des études de Cohérences Culturelles (concepts développés par l'Institut Cohérences) mettent en évidence l'échelle de valeur spécifique à chaque communauté qui permet de qualifier et évaluer la sécurité collective.

- **Celui des institutions** dont le rôle et l'action peuvent être confrontés à "l'échelle de valeur" pour réaliser, à proprement parler, une évaluation.

On pourra envisager :

- **La pertinence** par rapport à la communauté et ses valeurs propres. Une institution non significative dans le champ culturel de la communauté peut difficilement avoir une action pertinente et l'insistance de son action, fût-elle excellente par ailleurs, peut mettre en péril la sécurité locale (intrusion).

- **La cohérence** avec la "vocation culturelle" et donc avec la voie d'amélioration de la sécurité propre au milieu social. Des actions peuvent aller à contre sens ou dans tous les sens, brouillant les repères et "manquant" au développement de la sécurité (une opération de police dont le sens n'est pas entendu peut être vécue comme déviance). De même un service public peut être vécu comme obstacle au développement des opérations singulières et porter atteinte à la maîtrise sans apporter les repères rassurants.

- **La mesure** qui permet de donner une grandeur aux actions entreprises, de les comparer, les hiérarchiser et donc évaluer leur intérêt stratégique et notamment macro-pédagogique.

- **Celui de l'intervention.** Le diagnostic est un acte stratégique, c'est-à-dire destiné à engager ou confirmer une dynamique au niveau des autorités politiques et institutionnelles.

Sa conduite implique donc :

- une façon d'aborder et d'impliquer les intéressés,
- des modalités de dialogue participatif en cours d'étude,
- une manière de communiquer et d'intégrer les résultats qui portent à l'action.

Les principes généraux d'une macro-pédagogie "différenciée" sont à mettre en oeuvre impliquant notamment la conception d'un scénario, significatif de la vocation culturelle du lieu et de la "sécurité" propre des intéressés (tout tribunal critique doit être écarté au profit de la mise en perspective d'une visée stratégique d'amélioration de la maîtrise collective par les politiques et les institutionnels eux-mêmes).

LE PROBLEME SPECIFIQUE DE LA DELINQUANCE

Il ne s'agit pas d'engager une analyse fondamentale du phénomène mais de le rapporter à la problématique de sécurité.

Trois observations sont à développer à ce niveau :

- La délinquance est toujours une transgression sociale
- Elle est toujours un fait social, mesuré par les moyens en vigueur d'observation des "transgressions significatives", abstraction faite d'autres "transgression" non lues ou non comptabilisées.
- Pour la population c'est "l'information" à propos de la délinquance qui est souvent source d'inquiétude (relative). Peu nombreux sont ceux qui ont directement et personnellement une expérience "soutenue" et réelle de victimes.

Il peut y avoir une cohérence entre tout cela :

La délinquance est relation, acte significatif en transgression d'une échelle de valeur collective.

L'enregistrement du fait social résulte d'une évaluation selon cette même échelle de valeur.

L'information sur la délinquance et son traitement en justice confirment et renforcent les valeurs communes, le consensus et les repères sociaux...

Dans ce cas l'inquiétude sociale est rapidement dépassée par une réassurance donc une sécurité plus grande. Il y a là développement de la sécurité.

Lorsque l'échelle de valeur collective est alignée sur la vocation culturelle de la communauté sociale alors tout contribue à l'intégration et la "civilisation" du milieu y compris, en retour, à une limitation des actions de transgression.

Il y a le plus souvent pluralité des systèmes de valeur, confusion des repères, mélange des niveaux institutionnels et donc des "points de vue culturels" sur les faits sociaux.

L'information spectacle jouant de l'émotionnel "signifie" une non maîtrise sociale et génère l'angoisse qui, à son tour, brouille les repères et favorise les

transgressions.

En outre, n'y ayant plus un consensus univoque mais équivoque l'évaluation du fait de délinquance peut être vécu comme arbitraire d'autant plus que les "autorités" disent et signifient des valeurs différentes, contradictoires ou étrangères.

Dans un tel contexte, la notion même d'évaluation est sujette à caution.

Le problème de la délinquance est donc lié à la question de la "vocation culturelle" comme référent collectif et fondement d'un consensus (sens commun) entraînant la culture des valeurs propres du milieu.

ANNEXE

ACTIONS PILOTES D'EVALUATION STRATEGIQUE

Il s'agit de conduire sur un site urbain des actions d'évaluation selon une stratégie d'implication progressive des acteurs de façon à déboucher sur une méthodologie commune et cohérente des actions.

Les objectifs :

- 1) Reconnaître la "vocation culturelle" spécifique du milieu social et les images identificatoires significatives.
- 2) La traduire en échelle de valeurs qualifiant la sécurité urbaine dans la culture locale.
- 3) Contribuer à la prise de conscience des politiques: rôle, responsabilité, autorité, compréhension, acteurs institutionnels, perspectives pour l'action locale.
- 4) Inventorier les acteurs et les facteurs locaux significatifs de la sécurité d'après (2)
- 5) Evaluer la pertinence, la cohérence et la mesure de leurs contributions à l'offre et sécurité et mettre en évidence des problématiques locales singulières.
- 6) Sensibiliser les acteurs aux voies les plus justes pour mettre en oeuvre les moyens dont ils disposent pour améliorer la sécurité locale : solutions pratiques et axes de travail.
- 7) Favoriser un consensus et une dynamique des acteurs intégrés à la politique de développement du milieu local.
- 8) Fournir aux politiques et aux institutionnels les éléments méthodologiques d'une macro-pédagogie (différenciée) de la sécurité (non dissociée des autres politiques).

[Panneau d'information](#) - [Accueil du site](#)